

# TUNISIE

## Détérioration des conditions de vie et instabilité de l'emploi

*Les deux dernières années ont vu l'émergence de deux tendances contraires en Tunisie. D'une part, le Gouvernement est en train d'appliquer des politiques destinées à restreindre les effets négatifs des programmes d'ajustement structurel mis en œuvre depuis le début des années 80, et de l'autre, il devient de plus en plus évident que l'adoption de politiques axées sur les marchés constitue de sérieuses menaces pour l'économie.*

### Ligue tunisienne des droits de l'homme

Salah Edeen El-Jourchi<sup>1</sup>

Depuis plusieurs années, des efforts sont déployés pour détruire les bidonvilles, dont les habitants vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Mais le nombre croissant de licenciés du secteur public, et même des entreprises stables et rentables entraîne un manque de sécurité sociale, engendrant l'inquiétude sociale et la peur du chômage.

Trois principales questions ont dominé le paysage socio-économique en Tunisie, en 2003 : les conséquences de plus en plus négatives de la privatisation, l'émigration « cachée »<sup>2</sup> des jeunes vers l'Europe et l'expansion du commerce illicite, une question liée au problème de la migration.

### Privatisation

La privatisation en Tunisie est devenue un sujet tabou dans la mesure où elle ne peut être ni discutée, ni critiquée. Attirer l'investissement étranger direct (IED) est devenu une obsession du gouvernement, qui estime que ceci améliorera les exportations. Selon les économistes, la crise économique, à la suite d'années de prospérité économique durant la décennie 90, est en train d'inciter le gouvernement à se concentrer sur la privatisation dans le but de cacher le déficit du budget national. L'une des causes de ce déficit est le déclin de l'industrie du tourisme à la suite des événements du 11 Septembre 2001 et de l'attentat terroriste de Djerba,<sup>3</sup> au cours duquel 20 personnes furent tuées.

Le pays, de fait, traverse actuellement des difficultés économiques croissantes, en raison de la baisse des recettes fiscales et de l'effet préjudiciable, sur les petites et moyennes entreprises, de la mise en œuvre de l'Accord euro-tunisien, dans le cadre du projet de Partenariat euro-méditerranéen. Ceci a entraîné une hausse du chômage, une baisse des recettes fiscales sur les importations et a affecté la compétitivité des sociétés locales, face aux marchandises étrangères meilleur marché et de meilleure qualité, raisons pour lesquelles beaucoup de ces sociétés ont cessé leurs activités.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Vice-Président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) et membre du Comité de Coordination d'ANND (Arab NGO Network for Development), annd@annd.org

<sup>2</sup> « Cachée » parce que le Gouvernement est peu disposé à rendre publics les chiffres de l'émigration.

<sup>3</sup> Djerba est une île touristique tunisienne de la Méditerranée. Une explosion se produisit le 11 Avril 2002, tuant 20 personnes, dont la plupart étaient des touristes allemands.

<sup>4</sup> Il faut noter que le Gouvernement a investi dans le secteur textile alors que le pays ne produit pas de matières premières.

Craignant la montée du chômage, le gouvernement a mené une politique de privatisation non pas rapide, mais plutôt progressive, depuis les années 80. Toutefois des pressions croissantes sont exercées par les bailleurs, en particulier la Banque Mondiale, qui a critiqué le processus de privatisation de la Tunisie, considérant ses politiques inappropriées.

Cependant, dans le budget 2003-2004, il y a une tendance croissante à favoriser l'investissement privé par les sociétés locales et étrangères, ce qui a mené à la privatisation de 24 institutions publiques en 2004. En plus de celles-ci, le gouvernement autorisera la privatisation de sociétés traditionnellement contrôlées par le secteur public, telles que les communications, l'énergie et les services. Le secteur minier, considéré comme un secteur à forte valeur stratégique pour la Tunisie, est en train de s'ouvrir aux acheteurs privés à qui des incitations sont offertes pour investir dans ce secteur.

Au vu des conséquences négatives qui pourraient découler de ce processus, en particulier la crainte de voir les sociétés transnationales contrôler les secteurs vitaux de l'économie, plusieurs parlementaires ont demandé davantage d'incitation et de soutien en faveur des investisseurs tunisiens. Ils ont également contesté le niveau de participation autorisé aux investisseurs étrangers dans le secteur minier, pour empêcher que des dommages ne soient causés aux ressources nationales et comme moyen de prévenir des menaces potentielles contre la souveraineté de la nation.

Depuis 1987, 176 institutions du secteur public ont été cédées à des investisseurs privés, locaux et étrangers pour un montant estimée à 1,76 milliard d'euros (2,77 milliards de dollars US). Comme les médias l'ont signalé, les politiques de privatisation ont transféré le monopole des institutions publiques, du gouvernement à un nombre limité de propriétaires privés. Par la suite, beaucoup de sociétés privées ont fait faillite et ont été revendues. Les syndicats ont demandé au gouvernement de cesser de privatiser des entreprises publiques stables et rentables, et de faire preuve de plus de transparence dans le processus de privatisation.

Le premier souci pour la société civile, y compris les syndicats, est le nombre croissant de licenciements, en particulier chez les femmes. Ceci est dû à plusieurs facteurs étroitement liés, notamment la privatisation, les nouvelles approches du développement industriel, les difficultés économiques et la concurrence acharnée à laquelle de nombreuses sociétés et institutions économiques doivent faire face.

Beaucoup d'employés de l'industrie textile et des zones côtières ont organisé des grèves de la faim pour protester contre les licenciements, la fermeture des institutions ou leur vente au secteur privé, sans que la sécurité des travailleurs ne soit assurée. Les économistes notent que la Tunisie a atteint son plafond en ce qui concerne la création d'emplois, et que le problème du chômage deviendra probablement chronique, affectant ainsi l'avenir économique et social de la population.

### **Emigration cachée et perspectives sombres**

Bien que les efforts officiels visant la baisse des niveaux de la pauvreté aient abouti à des améliorations significatives dans de nombreux secteurs, les jeunes, en particulier ceux des classes moyennes et des classes peu aisées, éprouvent de plus en plus de crainte et de morosité en ce qui concerne les perspectives de plus en plus limitées dans leur vie professionnelle et sociale. C'est ce qui explique en grande partie la tendance à l'émigration cachée vers les pays européens sur les côtes nord de la Méditerranée.

La Tunisie est un point de départ majeur vers l'Europe pour des émigrés d'autres nationalités, la plupart du Maghreb et des pays de l'Afrique du Nord. Les réseaux locaux qui font passer clandestinement des émigrants illégaux ne sont toujours pas impliqués dans la

traite humaine, mais les réseaux turcs bien organisés sont en train de s'étendre et ont réussi à entrer en contact avec les organisations locales.

Les jeunes tunisiens utilisent le terme « brûler » pour parler de l'émigration, renvoyant ainsi non seulement au fait qu'ils brûlent leurs pièces d'identité, mais aussi qu'ils « brûlent leurs ponts », ou se débarrassent de leur passé en brisant les frontières géographiques et les barrières légales, notamment leur appartenance à une nation qui, selon eux, n'a pas répondu à leurs attentes. Ceci peut sembler symbolique, mais le meilleur moyen, pour eux, de ne pas révéler leur nationalité, en cas d'arrestation, c'est de brûler leurs pièces d'identité.

Malgré les risques encourus dans la traversée vers la côte italienne, au cours de laquelle des centaines de jeunes se sont noyés, ces dernières années, toutes les deux semaines les journaux tunisiens ont une autre tragédie à signaler.

Bien que le Gouvernement évite de publier les statistiques relatives aux victimes, certaines études menées par des chercheurs, en collaboration avec des organisations de la société civile, révèlent que la principale cause de la montée de l'émigration est le chômage. De plus, ces études montrent que la plupart des émigrés viennent de familles pauvres et ont abandonné l'école, bien qu'un nombre croissant d'entre eux aient des diplômes universitaires. Tous rêvent d'un « Paradis européen », qui associe fortune et beauté. Ils sont sous l'emprise d'une culture de haine et de refus, l'émigration devenant la seule option pour échapper à la peur et à la souffrance. Enfin, beaucoup perçoivent l'émigration comme le seul moyen d'échapper à des activités criminelles.

La recherche de terrain a aussi montré que l'émigration clandestine, en Tunisie, est une entreprise individuelle, et non pas familiale ou communautaire. Elle est plus répandue chez les jeunes hommes âgés de 19 à 35 ans. Bien que jusqu'ici, la plupart des émigrés étaient de sexe masculin, on s'attend à ce que plus de femmes grossissent leurs rangs dans l'avenir. Soixante quinze pour cent des émigrés cherchent un emploi, alors que les autres sont soit poussés par des raisons politiques soit fuient en raison d'infractions qu'ils ont commises, en particulier des infractions ayant trait au secteur financier.

A cet égard, les experts conviennent que c'est une tendance qui sera probablement à la hausse, en raison des déséquilibres économiques, tant mondiaux que locaux. La mondialisation fait peser la menace de la pauvreté sur un segment plus grand vaste de la population du Sud. Selon le chercheur italien Salvatore Palidda,<sup>5</sup> la guerre déclarée contre l'immigration fait peser une terrible menace sur les travailleurs irréguliers en Europe. Il explique que 30% de l'économie italienne est basée sur le travail des immigrés irréguliers, le système du deux poids deux mesures exposant ces travailleurs à la duplicité et aux abus. Dans de nombreux cas, leurs employeurs les menacent de les dénoncer pour ne pas avoir à leur verser leurs salaires, les obligeant ainsi à fuir sans demander leur rémunération.

Les représentants de la société civile, en particulier l'Association des droits de l'homme et les syndicats, ont fait de la migration cachée un problème prioritaire. Selon eux, en traitant du problème à partir d'une perspective de sécurité nationale, on omet d'examiner les racines et les causes réelles du problème, une approche qui déjà, n'a pas produit de solutions.

## **Corruption et commerce illicite**

La troisième question qui a eu des effets négatifs sur le développement social, économique et politique du pays est la combinaison de la corruption et du commerce illicite. Les économistes

---

<sup>5</sup> Salvatore Palidda a fait ses études de doctorat en Sociologie et Etudes Européennes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, à Paris. Il est professeur à la Faculté des Sciences de l'Education, Université de Gênes, et les centres d'intérêt de sa recherche comprennent la déviance et la criminalité, les problèmes de sécurité et de police, et les migrations internationales.

et les spécialistes des questions sociales craignent que la croissance rapide de la corruption ait créé plus d'insécurité au sein de la population, car ceci mène à une situation dans laquelle un petit groupe de personnes devient très riche, tandis que le reste de la population est de plus en plus menacé pour ce qui est de ses conditions de vie et de la sécurité humaine.

Les effets négatifs du commerce illicite ont même attiré l'attention du Gouvernement. Ce commerce est contrôlé par des réseaux de contrebande vastes et solides, qui ont un pouvoir et une capacité suffisants pour inonder le marché local de marchandises peu coûteuses, non taxées, menaçant ainsi la survie des compagnies aussi bien privées que publiques.

La croissance du commerce illicite a été encouragée par le manque de transparence des autorités gouvernementales, démontré par les obstacles permanents qu'elles dressent pour entraver la mise à disposition de l'information au public. La situation est aggravée par l'absence de médias libres et pluriels.

Il faut noter que tout en encourageant le secteur privé à tenir un rôle plus grand dans le processus de développement et d'investissement, les autorités publiques tentent toujours de monopoliser le travail social et de créer des obstacles aux organisations de la société civile. Ceci limite le rôle de la société civile, tout en maintenant la totalité de l'activité de ses organisations sous le contrôle et la supervision des agences gouvernementales.

## Conclusion

A la lumière des défis énoncés ci-dessus, toutes les organisations de la société civile indépendantes du gouvernement, qui oeuvrent en faveur du développement dans son sens plus large, sont constamment en train de faire pression pour souligner leur rôle en tant que partenaires et pour défendre leur droit à prendre part aux débats sociaux et politiques au niveau local. Il y a nombreux de facteurs qui doivent faire partie du débat sur les menaces à la sécurité humaine, notamment la liberté d'association pour les organisations de la société civile, la liberté de la presse, la liberté pour tous les partis politiques, l'indépendance du système judiciaire, aussi bien que des élections propres, en particulier les élections municipales et législatives.

En dépit des efforts officiels déployés pour éviter les conflits sociaux - un problème majeur durant les années 70 et 80 - l'action menée actuellement par gouvernement ne suffit pas à protéger les différents groupes sociaux contre la dégradation des conditions de vie et l'instabilité de l'emploi, qui menace des dizaines de milliers de travailleurs, en raison de la privatisation.

A cet égard, il est très utile que le Réseau Contrôle citoyen consacre une partie de ses travaux, en théorie et en pratique, à élaborer des politiques et recommandations qui peuvent aider des individus de plus en plus menacés par la pauvreté et le chômage. De plus, nous recommandons que Contrôle citoyen organise des ateliers et des discussions sur les questions de l'immigration illégale, qui est devenue un problème majeur dans les pays européens. Le Sommet cinq + cinq<sup>6</sup> a été spécialement organisé pour étudier les différentes approches de ce problème qui affecte les deux rives de la Méditerranée.

---

<sup>6</sup> Le Sommet « cinq + cinq » a eu lieu les 5 et 6 décembre 2003, en Tunisie. Cinq pays européens « du sud » (Portugal, Espagne, France, Italie, Malte) et cinq pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie, Libye) y ont pris part. Le processus de coopération 5+5 dans l'est de la Méditerranée a été lancé en 1990, à Rome.